



L'Afrique du Sud replonge dans la haine

Xénophobie Le 11 mai, des violences racistes meurtrières à l'encontre des immigrés éclatent dans les townships de Johannesburg.

Le bouc émissaire tout trouvé dans un pays en état d'échec ? L'étranger, l'immigré, auquel est toujours associé la même litane : il prend le travail des nationaux et augmente la criminalité. L'Afrique du Sud, pourtant première puissance économique du continent, est clairement en état d'échec quatorze ans après la fin de l'apartheid, avec un taux de chômage et une pauvreté extrêmes qui touchent quelque 40% de la population. Les violences

meurtrières anti-immigrés qui ont ravagé le pays ces dernières semaines étaient prévisibles, avec la hausse des prix des produits alimentaires et les incidents xénophobes ponctuels des derniers mois. Mais les mesures préventives nécessaires n'ont pas été lancées et les autorités ont été prises de court lorsque tout a éclaté. Les immigrés n'ont eu d'autre solution que de fuir face aux foules furieuses, pour la plupart avec comme seul bien les vêtements qu'ils portaient. Mais où aller ? Certains ont fait le choix de s'entasser dans des terrains

vagues proches de commissariats. Ces terrains, qui ont rapidement pris des allures de camps de réfugiés, sont exposés à de mauvaises conditions sanitaires et au froid de l'hiver austral, avec des températures proches de zéro la nuit. Médecins sans Frontières a recensé des centaines de cas d'infections respiratoires et de diarrhées. D'autres – ceux qui le pouvaient – ont décidé de rentrer chez eux. Le Malawi rapatrie près de 3 000 de ses citoyens émigrés en Afrique du Sud. Le Botswana et le Mozambique doivent faire face à l'arrivée soudaine des



Des foules déchaînées, munies de machettes, d'armes à feu et de bidons d'essence ont ravagé les townships.

d'un million de Zimbabwéens chassés de leur pays. Autrefois citoyens d'un pays prospère cité en exemple sur tout le continent, les Zimbabwéens sont devenus les parias de l'Afrique australe. Autre fait surprenant : lorsque la crise éclate, Mbeki est absent du devant de la scène. Il n'a pas jugé utile de s'adresser à la Nation, encore moins de se rendre sur le terrain. « Nous n'avons vu personne de l'ANC, pas même le maire », ironise Jannie Potgieter, directeur local de la Croix-Rouge, qui distribue à la ronde couvertures, nourriture et réconfort. Ce n'est qu'au bout de deux semaines de violences que Mbeki a dénoncé dimanche 25 mai « les actes honteux de quelques-uns » qui « ont terni le nom » de son pays. Enfin, son départ mardi 27 mai pour le Japon alors que des dizaines de milliers d'immigrés campaient encore dans des camps de fortune a ravivé les mécontentements. L'inaction a été générale. Les leaders politiques ont mis trop de temps à réagir. Gwede Mantashe, secrétaire général du Congrès national africain (ANC) – le parti au pouvoir – a pris la parole vendredi 23 mai pour rappeler « la gentillesse avec

masses de déplacés. Le gouvernement mozambicain a organisé un service de bus pour ramener les gens dans leurs villages et a ouvert trois camps de transit pour absorber la foule de ses ressortissants qui n'ont nulle part où aller. Près de 26 000 Mozambicains sont ainsi rentrés dans leur pays en une semaine, selon le vice-ministre des Affaires étrangères, Henrique Banze : « un désastre ». Dans le pays, les appels à la vengeance contre les Sud-Africains vivant au Mozambique se multiplient. A Maputo, la police est en état d'alerte afin de prévenir toutes représailles contre des Sud-Africains et l'Ambassade d'Afrique du Sud fait l'objet d'une surveillance renforcée.

Mais l'option de rentrer au pays est compliquée pour les Zimbabwéens, qui, au nombre de trois millions, forment le contingent d'immigrés le plus important en Afrique du Sud. Le Zimbabwe est en effet enlisé dans un marasme économique sans précédent et connaît des violences politiques exacerbées depuis les élections générales du 29 mars. Les Zimbabwéens qui préfèrent malgré tout quitter l'Afrique du Sud par crainte de nouvelles violences se dirigent vers d'autres pays de l'Afrique australe. Au moins 5 500 Zimbabwéens ont ainsi bénéficié d'une assistance au Mozambique. En Zambie, on anticipe l'arrivée de 25 000 d'entre eux. Au total, avec les ressortissants du Zimbabwe, du Mozambique, du Malawi mais aussi de Somalie ou de la République démocratique du Congo, on compte environ 5 millions d'immigrés en Afrique du Sud.

Une constellation explosive

TOUT A COMMENCÉ le 11 mai à Johannesburg, la capitale économique du pays. Effet domino : les violences se sont propagées de l'épicentre, pour finalement toucher sept des neuf régions du pays. Des foules déchaînées, munies de

machettes, d'armes à feu et de bidons d'essence ont ravagé les townships. Les témoignages sont saisissants d'atrocité. Des gens sont brûlés vifs, d'autres tués à coups de bâtons ou par balles. Lynchages, viols, incendies et pillages se sont poursuivis durant deux semaines.

Lynchages, viols, incendies et pillages se sont poursuivis durant deux semaines.

Il a fallu attendre deux semaines de violences pour que Pretoria déploie enfin l'armée, et ce pour la première fois depuis la fin de l'apartheid en 1994. Paradoxalement, le dernier déploiement militaire avait servi à réprimer les émeutes des Noirs sous le régime ségrégationniste. Ces violences anti-immigrés ont largement entamé la réputation de stabilité et l'image de la nation arc-en-ciel rêvée par le héros de la lutte anti-apartheid et ex-président Nelson Mandela.

Des leaders irresponsables

LES APPELS À LA DÉMISSION du président sud-africain Thabo Mbeki se succèdent. Et pour cause. Sous le feu des critiques, il paie l'erreur de sa « diplomatie silencieuse » beaucoup trop complaisante envers son homologue zimbabwéen Robert Mugabe. Refusant de sanctionner les dérivés du régime qui a conduit le Zimbabwe à la ruine, Mbeki a fait le jeu du dictateur au pouvoir à Harare.

Une attitude plus ferme mettant à profit l'influence de l'Afrique du Sud pour obliger Mugabe à céder le pouvoir n'aurait pas contraint le pays à accueillir sur son sol plus

laquelle les communautés pauvres [...] de nombreux autres États africains » avaient accueilli les combattants contre l'ancien régime raciste. Quant au chef de l'ANC, Jacob Zuma, il a appelé deux jours plus tard à la paix devant une foule inhabituellement hostile à son égard. Le populaire tribun zoulou, donné favori pour la présidence de la République en 2009, s'est en effet heurté à la colère de son auditoire. « Parlez donc à Mugabe, parlez donc à Guebuza », lui a lancé un jeune homme, parlant des chefs de l'Etat zimbabwéen et mozambicain.

A noter aussi : une interprétation tout autre, et peut-être bien plus grave, de ces violences fait son petit bout de chemin. Plusieurs personnalités et organisations proches du pouvoir affirment que les Zoulous seraient à l'origine des violences. Les affrontements sanglants interethniques qui avaient déchiré la communauté noire entre les Zoulous de l'Inkhata Freedom Party d'un côté et les Xhosas de l'ANC de l'autre avaient fait des milliers de morts et embrasé les townships entre 1990 et 1994. L'ombre d'un passé lourd plane encore sur la jeune nation sud-africaine.

AMINA BOUBIA